

Après la tentative d'assassinat contre Cristina Kirchner, l'Argentine est passée en quelques heures de la perplexité à la possibilité d'une refondation de sa démocratie, avant de revenir à son état habituel. De la dénonciation de la tentative d'assassinat par la quasi-totalité de l'arc politique, à la mise en doute de son authenticité. Pourquoi pouvait-on s'attendre à ce que la discussion prenne cette tournure ?

Un pistolet Bersa calibre 0.32 apparaît furtivement à quelques centimètres du visage de la vice-présidente argentine Cristina Fernández de Kirchner. La première image est captée par Javier Altamirano, cameraman de TV Pública. La deuxième est celle qui deviendra virale : comme dans un jeu vidéo du genre *first person shooter*, la main du tireur, Fernando Sabag Montiel, apparaît en bas de l'image et on entend même ses deux tentatives de tir. À partir de là, tout est allé très vite. En quelques heures, l'Argentine est passée de la perplexité à la possibilité d'une refondation de sa démocratie, un moment de consensus qui laissait entrevoir un avenir possible, pour ensuite en revenir à la même chose, aux clivages de toujours. L'Argentine est passée de la condamnation sans réserve de (quasi) toute la classe politique aux spéculations et, même, à la mise en doute de la réalité de l'attentat - le seul fait qu'il ait échoué indiquerait alors que c'était une farce. Pourquoi fallait-il s'attendre à ce que la discussion prenne cette tournure ?

Le pays a appris l'attentat vers 21 heures le jeudi 2 septembre. Environ deux heures plus tard, et après une explosion de messages sur Twitter, l'ex-président Mauricio Macri a tweeté à 22 h 44 :

« Je condamne absolument l'attaque subie par Cristina Kirchner, attaque qui n'a heureusement pas eu de conséquences pour la vice-présidente. Ce fait d'une extrême gravité nécessite une clarification immédiate et complète de la part de la justice et des forces de sécurité. »

Trois minutes plus tard, le chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires, Horacio Rodríguez Larreta^[1], l'a fait à son tour :

« Ma solidarité totale avec @CFKArgentina et ma plus énergique répudiation et condamnation de ce qui s'est passé ce soir. La justice doit agir rapidement pour éclaircir les faits. C'est un tournant dans l'histoire démocratique de notre pays. Aujourd'hui plus que jamais, nous tous, Argentins, devons travailler ensemble pour la PAIX ».

Mais qu'en est-il de Patricia Bullrich, présidente du PRO^[2] et figure la plus représentative des « faucons », cette aile dure de l'opposition ? Elle ne s'est manifestée qu'après l'allocution télévisée du président Alberto Fernández durant laquelle il a décrété que le lendemain serait un jour férié. Elle a alors tweeté :

« Le président joue avec le feu : au lieu d'enquêter sérieusement sur un incident grave, il accuse l'opposition et la presse, et il décrète un jour férié pour mobiliser les militants. Il transforme un acte de violence individuelle en acte politique. Lamentable ».

Javier Milei, le député libertaire qui dispute les électeurs de droite à Juntos por el Cambio, n'a pas commenté l'attentat. Rapidement, le consensus démocratique contre la violence politique s'est avéré mort-né et, après le sursaut attendu, le débat public a retrouvé son cadre habituel.

Polarisation

Lors de la Semaine Sainte de 1987, le binôme radical-péroniste s'était uni derrière le président Raúl Alfonsín face au soulèvement d'un secteur des Forces Armées, les « carapintadas »^[3]. Le risque d'un nouveau coup d'État était palpable et visible par les centaines de milliers de personnes présentes devant le balcon de la Casa Rosada^[4]. En revanche, après l'attentat contre Cristina Kirchner, le principal parti d'opposition a décidé de se démarquer. La situation interne de Juntos por el Cambio explique en grande partie les intrigues menées depuis le mois d'août. Posons donc le décor dans lequel a eu lieu l'attentat.

La réquisition du procureur Diego Luciani dans l'affaire « Vialidad » – un nouveau chapitre dans la saga opposant Cristina Kirchner à la justice fédérale –, a eu pour effet de souder le Frente de Todos^[5] dans toute sa diversité : kirchneristes, albertistes, massistes, gouverneurs, syndicats, mouvements sociaux, etc. En revanche, elle semble avoir eu l'effet inverse sur la coalition de l'opposition. Après quatre jours de manifestations presque continues en soutien à Cristina Kirchner dans le quartier huppé de Recoleta où elle réside, le chef du gouvernement de la ville de Buenos-Aires, Horacio Rodriguez Larreta, a décidé de placer des barrières autour de son domicile le matin du samedi 27 août.

La direction péroniste a alors déplacé les mobilisations prévues ce jour, avec un rassemblement central dans le Parc Lezama, d'où la manifestation est ensuite partie en direction de la maison de Cristina Kirchner. Et cela s'est terminé avec des barrières arrachées par des manifestants, un camion de la police arrosant aussi bien militants et dirigeants politiques que passants, un déploiement policier sans précédent dans un quartier réservé à la haute société – mais aussi par une réunion tendue de hauts responsables kirchneristes et macristes, et une conférence de presse du chef du gouvernement (les week-ends ne sont plus un moment de repos en Argentine, au moins depuis la démission du ministre Matías Kulfas le samedi 4 juin).

Le procès, puis les barrières, ont servi à rafistoler les pieds qui soutiennent la table bancale du Frente de Todos, en ajournant dans le même temps « l'ajustement économique » prôné par le tout nouveau ministre de l'économie, Sergio Massa^[6]. Larreta a pris la décision de faire installer les barrières sans se soucier d'autre chose que de la manière dont ce serait perçu par son propre espace politique. Le 30 août, lors d'un de ces déjeuners qu'organise habituellement Juntos por el Cambio, en présence de Macri, Bullrich et Larreta, la coalition a déclaré avoir résolu ses différends, mais Bullrich a très vite recommencé à faire des vagues. La querelle n'est toujours pas réglée au moment où est écrit cet article.

Larreta se trouve dans une position inconfortable : dans le cadre de ses responsabilités de gouvernement, il a été amené à se différencier en plein cœur de la pandémie de COVID-19. Il représente aujourd'hui les « pigeons » de Juntos por el Cambio, face aux « faucons » de Bullrich. Quels clivages séparent les deux volatiles ? Il y en a deux. Le premier porte sur le

timing de l'ajustement économique nécessaire, mais la discussion est suspendue jusqu'à un éventuel retour au pouvoir. Le second, le clivage principal, porte sur l'attitude à adopter à l'égard du péronisme. Les « pigeons » seraient les garants de la modération, du consensus et du dialogue, avec des figures comme Diego Santilli, Maria Eugenia Vidal ou Emilio Monzó, dont certaines ont d'ailleurs de l'ADN péroniste.

Les « faucons », quant à eux, sont adeptes de positions plus dures sur presque tous les sujets (rôle de l'État, délinquance, droits individuels), une identité macriste chimiquement pure et, surtout, aucune disposition au dialogue avec le péronisme. Qu'est-ce qui ne va pas, alors, chez Larreta ? C'est qu'au-delà de son exhortation à construire « la majorité des 70 % » (dont la signification est claire : 100 % moins les 30 % kirchnéristes), sa proposition ne réussit pas à s'imposer dans un contexte extrêmement polarisé. Et voici, Mesdames et Messieurs, une fois encore : la fissure^[7] !

Ce terme, popularisé par le journaliste Jorge Lanata lors de la remise du prix littéraire Martin Fierro en 2013, est le mot-clé médiatique qui renvoie à l'extrême polarisation électorale et idéologique qui traverse la politique argentine depuis un peu plus d'une décennie. Bien que Lanata l'ait baptisée en 2013, nous pouvons remonter à la crise du *campo* en 2008, contre la « résolution 125 »^[8], et constater déjà une fissure polarisante dans la société argentine.

Ce n'est donc pas nouveau : le pays aime à se penser articulé autour d'une dichotomie éternelle qui oppose d'abord unitaires et fédéralistes et se recycle périodiquement, entre rosistes et antirosistes, personnalistes et antipersonnalistes. La fissure définitive, disons celle en cours, peut être lue comme une nouvelle variante de l'opposition entre péronisme et antipéronisme, l'expression politico-électorale d'un « match nul hégémonique » où deux projets pour le pays luttent sans succès pour s'imposer, mais avec assez de force pour entraver la mise en place de l'autre.

Dans un article de 2019 intitulé « Anatomie de la fissure en Argentine », Ignacio Ramírez et Maria Esperanza Casullo traitent de ce sujet - qui a ensuite été développé dans le livre *Polarisés* publié par Ramirez lui-même et par le sociologue uruguayen Luis Alberto Quevedo. Après avoir expliqué que c'est un phénomène qui surgit « d'en bas », autour d'une table familiale, dans des cafés et à autour de grillades, auquel la politique répond « d'en haut » (et non l'inverse), les auteurs rejettent l'idée que cette fissure serait une invention des médias pour attiser un conflit où la grande majorité silencieuse de la population ne serait pas impliquée. Si c'était le cas, des projets au centre, incarnés dans l'expression « La Grande Avenue du Milieu », n'auraient pas eu autant de problèmes pour s'affirmer électoralement.

Au contraire, selon eux, la fissure politique est l'expression de clivages à l'intérieur de la société argentine et, pour preuve, ils prennent trois facteurs démographiques classiques comme la classe, l'âge et l'idéologie, qui permettraient de prédire efficacement le comportement du corps électoral. Schématiquement, on peut constater que les électeurs du kirchnerisme ont effectivement plutôt des revenus plus faibles, sont plus jeunes et partisans de perspectives considérées comme de gauche, alors que les macristes ont des revenus plus élevés, sont plus âgés et se situent à droite sur presque tous les sujets du débat public.

Fissure dans les réseaux

Il ne fait aucun doute qu'il existe des éléments de continuité entre la polarisation actuelle et celle vécue par la société argentine sous le second gouvernement péroniste, qui a connu des épisodes comme des incendies d'églises et le bombardement de la Plaza de Mayo. Cependant, le paysage est aujourd'hui marqué par l'intervention des réseaux sociaux dans le débat public, qui ne doit être ni minimisée, ni exagérée. Entre 2015 et 2018, l'interaction de l'Occident avec le World Wide Web est presque entièrement passée sous le contrôle de cinq sociétés : Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft. En parallèle, depuis 2016, deux concepts ont surgi au centre du ring : *fake news* et post-vérité – avec des épisodes retentissants, comme l'élection de Donald Trump et la victoire du Brexit, qui ont infirmé tous les pronostics des médias traditionnels.

Selon le professeur de communication Pablo Boczkowski, trois tendances sociales globales expliquent le développement des *fake news*. D'une part, le faible coût de la participation à l'agora numérique : les voix sont dispersées, atomisées, et en théorie tout récepteur est un émetteur en puissance. Il n'est plus nécessaire de fonder un journal ou une radio pour accéder à des millions de personnes. D'autre part, la façon dont les réseaux organisent l'information diffère beaucoup de celle des médias traditionnels : c'est l'époque des algorithmes et du règne de l'image, ce qui tend plus qu'avant à tromper le public (nous).

Enfin, cela s'inscrit dans le cadre d'une crise de l'autorité qui met en cause des institutions qui avaient vu leur légitimité s'affirmer depuis les Lumières, tels que la science, l'éducation, la médecine ou l'État lui-même, le joyau moderne de l'Occident. La pandémie a accentué ces crises et a produit des phénomènes collectifs comme la montée du discours anti-vaccins ou la violation massive de la quarantaine lors de manifestations contre le gouvernement.

Les contenus sélectionnés par l'algorithme ont tendance à ressembler à ceux que nous avons déjà fait nôtres auparavant et à ceux qu'apprécient nos proches. Cela explique le malaise ressenti à New York ou à Los Angeles quand Trump a gagné, alors que beaucoup d'habitants de ces villes ne connaissaient aucun de ses électeurs.

Revenons à l'Argentine, l'un des pays de la région où le numérique est le plus développé, où 67 % des gens ont une connexion Internet à domicile, et où 100 % ont un téléphone portable. Quelques heures après la tentative d'assassinat, des figures de l'opposition très actives sur Twitter comme Florence Arietto et Martin Tetaz mettaient en doute son existence et discréditaient la mobilisation politique qui l'avait suivie, en cherchant à la réduire à un problème d'insécurité. Ils n'étaient pas les seuls : les comptes les plus actifs dans les échanges étaient tous des « comptes troll », principalement @MariaLi31527280. Cependant, les intervenants les plus influents dans les échanges étaient des médias, principalement Infobae, dont les tweets ont été vus plus de 108 millions de fois.

Il n'existe aucune exclusive ou concurrence entre les médias traditionnels et les réseaux sociaux, au contraire : tous deux collaborent à la construction d'agendas collectifs. Dans un article de 2018, les chercheurs Ernesto Calvo et Natalia Aruguete ont utilisé le cas du « Tarifazo »^[9] de Mauricio Macri pour montrer comment la rectification algorithmique du contenu transforme les réseaux sociaux en chambres d'écho qui renvoient des contenus conformes à ceux attendus. En fonction de l'acceptation ou du rejet des utilisateurs sur un sujet donné, des « bulles » d'opinion se forment où chaque nouvel élément renforce le précédent.

La même chose a été observée dans des affaires comme celle du procureur Nisman, trouvé mort le matin du 18 janvier 2015, ou la disparition en 2017 de Santiago Maldonado dont le corps sans vie a ensuite été retrouvé. Les deux cas, l'un exploité par les forces politiques qui ont accédé au gouvernement en 2015, et l'autre qui a déstabilisé ce même gouvernement, montrent la puissance des réseaux pour influencer l'agenda, de chaque côté du spectre politique, en constituant deux camps très hermétiques. Comme le dit Ernesto Calvo, « nous avons juste besoin d'avoir une opinion et Twitter se charge de rechercher des informations qui la confirment ».

Face à chaque nouveau fait, les usagers tendent à réagir selon leurs croyances, construites et renforcées de cette manière. Selon un sondage d'Aresco, réalisé en août de cette année, juste avant l'attentat et alors que les accusations du procureur Luciani étaient à la Une de tous les journaux, 60 % des Argentins considéraient que « le gouvernement national a peu ou pas de capacité pour maîtriser la situation sociale », et le même pourcentage estimait que Cristina Kirchner était « très ou assez impliquée dans des faits de corruption », même si cela n'a pas encore pu être prouvé de manière factuelle. Un rapport de Reputación Digital indique en outre que plus de 256 000 personnes se sont exprimées les réseaux au sujet de l'attentat, entre le 31 août et le 2 septembre, et que 63 % d'entre elles déclaraient que l'attaque n'avait pas eu lieu. Comment ceux qui en sont convaincus – et renforcés dans leur conviction par leurs sources médiatiques et leurs politiciens favoris – pourraient-ils trouver étrange que Cristina Kirchner recoure à un auto-attentat pour sauver sa popularité ?

Un rapport du cabinet Ad Hoc a relevé que « 95 % des mentions concernant la mobilisation contre l'attentat étaient négatives ». Parmi les plus de 75 000 mentions qu'ils ont enregistrées, « la critique de la décision du gouvernement et l'accusation de politiser l'attentat contre Cristina Kirchner ont primé ». La décision de beaucoup de relais de la communication officielle, de faire de l'attentat la conséquence du discours de ceux qui, dans les médias et l'opposition, attaquent violemment la vice-présidente, n'a pas aidé.

A notre avis, l'accent aurait dû être mis sur le fait que la justice devait agir rapidement contre l'agresseur, et sur le fait d'exiger la solidarité de toute l'opposition contre l'attentat, sans autre considération. Ces points élémentaires auraient défini un cadre plus difficilement contestable pour les citoyens qui sont hostiles à la vice-présidente, et auraient renforcé la division interne de Juntos por el Cambio, au lieu de consolider cette coalition. Par ailleurs, le rapport montre que le débat sur l'attentat s'est concentré sur Twitter, tandis que sur Facebook – un réseau utilisé par des usagers moins politisés et moins informés que ceux de Twitter – la discussion a tourné autour du jour férié décrété à cette occasion. Plusieurs tweets d'opposants, comme celui de Patricia Bullrich et celui de Miguel Ángel Pichetto, ont également soulevé cette question.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas surprenant que le débat sur l'attentat contre Cristina Kirchner soit revenu en quelques heures à son cadre habituel. Il a suffi qu'une partie du monde politique refuse de condamner l'attentat pour que l'accent soit mis sur la polémique autour du jour férié, et que les médias d'opposition s'en fassent le relais, pour que les réseaux en reviennent à ce qu'ils ont toujours fait : conforter les gens dans ce qu'ils croyaient déjà.

Dans une vision macro et quelque peu bienveillante, nous pouvons penser qu'un fait de cette ampleur est inédit en Argentine depuis 1983 et qu'il crée un vide interprétatif qui ne peut être comblé qu'en recourant aux catégories classiques de la pensée. Au milieu de tout cela, un personnage mi-obscur mi-grotesque comme Sabag Montiel nous dit que la fissure

n'est pas seulement horizontale, mais aussi verticale : une grande partie de la population, probablement la majorité, est de plus en plus exclue du débat public et conditionnée par son utilisation d'internet et des réseaux sociaux Une fois dissipée l'anesthésie produite par la perplexité, l'Argentine devra commencer à s'en préoccuper.

*

La version originale de cet article a été publiée par la revue [Brecha](#).

Illustration : Wikimedia Commons.

Notes

^[1] Il a été chef de cabinet de Mauricio Macri au gouvernement de la Ville Autonome de Buenos Aires et est l'une des figures de proue de « Juntos por el Cambio » (« ensemble pour le changement »), la coalition formée autour de Mauricio Macri.

^[2] Patricia Bullrich a été « ministre de la sécurité » de Maricio Macri, de 2015 à 2019, puis ministre du travail de 2000 à 2001. Elle préside le parti PRO (Propuesta Republicana) dont elle incarne l'aile droite.

^[3] Les carapintadas (« visages peints ») sont un groupe de militaires argentins d'extrême droite qui se sont soulevés à plusieurs reprises entre 1987 et 1990, durant la présidence de Raúl Alfonsín puis celle de Carlos Menem, dans des tentatives infructueuses de putsch, pour forcer l'État à abandonner toute velléité de poursuites judiciaires contre les militaires impliqués dans des violations des droits de l'homme pendant la dictature.

^[4] Siège de la Présidence de la République argentine.

^[5] Le Frente de Todos (Front de Tous) est la coalition actuellement au pouvoir en Argentine.

^[6] Face à une nouvelle poussée de l'inflation, il s'agit en somme de mettre en place des mesures « d'austérité », notamment en réduisant les dépenses publiques.

^[7] « la grieta »

^[8] Il s'agit d'un conflit social qui opposa en 2008 le gouvernement argentin à des dirigeants de l'agro-industrie et leurs organisations. Il a notamment été caractérisé par de nombreux barrages routiers organisés par le *campo*. Cette expression désigne les propriétaires terriens (et les autres acteurs capitalistes qui partagent leurs intérêts), habitués à jouer un rôle central dans la politique argentine.

^[9] En 2016, brusque et soudaine augmentation des tarifs, notamment des services publics, des transports et de l'énergie - subventionnée en Argentine.